

M. Gaborit (Refus de la confiance au Gouvernement) (p. 5113); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5113); *Ses explications de vote sur la question de confiance* [18 octobre 1955] (p. 5144, 5145); — sur la politique du Gouvernement en matière de salaires [6 octobre 1955] (p. 4801). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Son ordre du jour (Accords d'Aix, constitution du conseil du trône, formation d'un Gouvernement marocain; Toutes initiatives compromises par les faiblesses du Gouvernement)* [8 octobre 1955] (p. 4956); *le soutien (Carence de l'exécutif en 1953, dégradation du régime illustrée par l'insubordination des fonctionnaires et des militaires, opposition au sein du Gouvernement, manque d'énergie du Président du Conseil)* (p. 4957 à 4959); *Irresponsabilité du Gouvernement Laniel dans la déposition du sultan Ben Youssef* (p. 4964); *Retire le dernier paragraphe de son ordre du jour (Confusion du vote intervenu)* [8 octobre 1955] (p. 4971); — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [28 octobre 1955] (p. 5351); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Bergasse (Elections anticipées avec loi électorale du 9 mai 1951)* [9 novembre 1955] (p. 5616); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Elections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Suppression des apparentements, prise en considération de la loi de 1946)* [12 novembre 1955] (p. 5645 et suiv.). — Est entendu sur la question de confiance posée contre les propositions de la conférence des présidents : *La majorité; le Gouvernement et les élections; bilan de la législature et « note à payer »; responsabilités de M. Edgar Faure dans la dégradation de la situation parlementaire et du régime* [29 novembre 1955] (p. 6045 à 6048).

DESGRANGES (M. Pierre), Député de la Loire (R. S.).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé : secrétaire de la Commission de la production industrielle [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la production

industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [15 novembre 1954] (F. n° 442), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'importation des filés de coton par l'abolition des droits de douane sur ces produits, n° 834. — Le 12 juin 1954, une proposition de loi tendant à prévoir pour les anciens prisonniers de la guerre 1914-1918 et leurs ayants cause l'octroi d'un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, n° 8651. — Le 10 novembre 1954, une proposition de loi tendant à prévoir l'attribution au Ministère de la Défense nationale d'un contingent spécial de Légions d'honneur et de médailles militaires destinées à récompenser spécialement les services des déportés résistants, n° 9444. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre sous certaines conditions aux commerçants et industriels assujettis aux impôts sur les B.I.C. de déduire de ces impôts le montant des prêts qu'ils pourront accorder à leurs employés pour construire un logement, n° 10853. — Le 17 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux anciens combattants des deux guerres ayant acquis par deux fois le titre de combattant volontaire, le droit, quel que soit leur âge, au maximum de la retraite des anciens combattants, n° 11912. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder à tous les fusillés de la Résistance ayant échappé à la mort le statut de déporté, n° 11994.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la grave crise du textile [20 juin 1952] (p. 3081); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise dans la région de Saint-Etienne, l'insuffisance de la modernisation des usines* [1^{er} juillet 1952] (p. 3363, 3364). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport relatif à*

l'indemnisation des tréfonciers de la Loire [17 mars 1953] (p. 1967); — sur l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition relative aux tréfonciers de la Loire* [27 mars 1953] (p. 2464). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Situation des tréfonciers de la Loire, règlement définitif des redevances)* [10 juin 1954] (p. 2910); — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote (Les déportés d'Eisenberg)* [3 mars 1955] (p. 1052); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5236).

DESHORS (M. Jean), Député de la Haute-Loire (P. C. D.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives (notamment les ordonnances des 21 avril 1944, 6 avril 1945, 13 septembre 1945 et les lois des 19 janvier 1946, 26 avril 1946, 4 octobre 1946 et 8 octobre 1946) qui ont déclaré inéligibles des citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée communale, départementale ou nationale, n° 1190. — Le 15 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code pénal relatif aux sanctions infligées à la suite d'infractions à la législation sur la pharmacie, n° 2404. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, validée et modifiée par l'ordonnance du 23 mai 1945, n° 2823. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les

anciens combattants médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, n° 5411. — Le 3 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence la loi sur la vaccination obligatoire des animaux contre la fièvre aphteuse, n° 5450. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, n° 8009. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, n° 8080. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à faire participer les présidents des chambres d'agriculture aux commissions départementales chargées de l'examen des dossiers de bourses, n° 11645.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de choix des parents)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6763, 6764); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les engagements du Président du Conseil, le problème confessionnel, l'œuvre scolaire de l'église, les résultats brillants des élèves des écoles libres)* [6 septembre 1951] (p. 6988, 6989, 6990, 6991); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 5100 : *Amendement de M. Lucas tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importations de produits laitiers)* [21 novembre 1951] (p. 8300); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6^{ter} : *Réévaluation du cadastre* [22 décembre 1951] (p. 9628, 9629); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande d'interruption du débat (Révision de l'impôt sur la propriété non bâtie)* [26 février 1952] (p. 980 et suiv.); *la retire* (p. 984); — du projet de loi portant fixation des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 10 : *Son amendement tendant à créer une allocation de la mère au foyer pour les mères de trois enfants et plus* [29 janvier 1953] (p. 669); *le retire* (p. 669); — d'une proposition de loi relative à la suppres-